

Valls s'engage à sauver le site d'Alstom à Belfort

« Mardi, nous sauverons le site d'Alstom à Belfort », a déclaré le premier ministre, invité du « Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro ». L'aplomb de Manuel Valls place l'État dans une position dangereuse sur un dossier social explosif où l'exécutif n'a pas toutes les cartes en main pour trancher. Il faudra plus que quelques commandes de locomotives et de motrices de TGV pour éviter la fin de la production industrielle dans le berceau du groupe Alstom.

Après une annonce aussi catégorique, les salariés, les syndicats et les élus locaux attendent des propositions solides et une solution pérenne mardi.

Christophe Sirugue, secrétaire d'État à l'Industrie, doit en effet se rendre demain à Belfort. Mais, vendredi dernier, il avait prudemment amorcé un dégagement : « Je ne vais pas aller à Belfort en disant : "Voilà une solution" », avait-il déclaré, évoquant plus une réunion de travail qu'un plan de sauvetage

abouti. Manuel Valls a énuméré plusieurs pistes envisagées pour préserver cette usine et ses 500 emplois : « la commande publique », c'est-à-dire les TGV et locomotives achetés par la SNCF et la RATP, mais aussi les « investissements d'Alstom », « le TGV du futur et le bus du futur », bien qu'Alstom ne fabrique pas de bus. Le constructeur se contente de développer un « système de recharge statique par le sol » pour les tramways et les bus électriques. « On savait tous qu'un

creux de charge existait », a reconnu le premier ministre qui rappelle qu'« en 2020 il y aura une vague de renouvellement importante ». surtout, le site de Belfort qui fabrique des locomotives de fret a été frappé par la crise du transport ferroviaire de marchandise en France. Hasard du calendrier : le gouvernement présentera jeudi un plan d'action du gouvernement en faveur du fret ferroviaire.

VALÉRIE COLLET